

INTRODUCTION

Le texte qu'on va pouvoir lire ci-dessous marque un changement brusque, et une sorte de renversement, par rapport à ceux qui le précèdent de peu. Pourtant, le contexte intellectuel, et en quelque sorte moral, pourrait sembler très proche. Voici ce qui explique cette proximité, et cette mutation.

Après mon service militaire, effectué dans la Marine en 1971-1972, j'ai été nommé professeur de philosophie au lycée de Bagnols-sur-Cèze (Gard). J'y ai exercé pendant deux ans, jusqu'en 1974, date à laquelle, dans des conditions sur lesquelles je reviendrai, j'ai décidé de suspendre mon activité d'enseignant pour me jeter de tout cœur dans l'activité théâtrale professionnelle. Avant cela, et pendant ces deux années d'enseignement, je me suis donc retrouvé, comme durant l'année militaire¹, à nouveau dans le Midi de la France, après trois ans d'Alsace. J'ai renoué avec mes amitiés méridionales des années estudiantines. Je faisais de fréquentes visites à Marseille, où mes parents s'étaient installés, ainsi que mon frère avec sa famille. Et je vivais à nouveau en grande proximité avec certains de mes amis et amies, rencontrés dans l'activité militante quelques années plus tôt.

Mais le contexte politique avait changé. Après 68, je ressentais un fort désenchantement à l'égard du parti communiste en France, et plus encore devant la situation en URSS et dans les pays voisins. L'écrasement du « Printemps de Prague » avait douché les espoirs dans une évolution positive du « camp socialiste »². Je m'étais donc, depuis 1970, plongé dans l'étude d'auteurs qui avaient su critiquer en profondeur le régime soviétique, tout en maintenant l'exigence révolutionnaire. C'étaient principalement des penseurs de l'extrême-gauche anti-autoritaire, parmi lesquels les écrits du groupe situationniste dont les leaders commençaient à sortir de l'anonymat, comme Guy Debord. J'ai aussi découvert la pensée anarchiste du XX^e siècle. Mais, si cette influence est nettement sensible dans les pages ci-dessous, elle n'est pas la plus profonde, ni la plus durable, à s'être exercée sur moi dans cette période. Deux autres courants ont imprégné mes orientations.

J'ai découvert, porteurs d'un éclat intellectuel qui à mes yeux n'a pas vraiment pâli depuis, les animateurs de la revue Socialisme ou Barbarie, particulièrement Cornelius Castoriadis et Claude Lefort. La revue avait cessé sa

¹ Le service ayant été effectué principalement à Saint-Mandrier (Var). Sur toute cette période, cf. sur ce site *Les Manuscrits*, <http://denisguenoun.org/2022/09/16/les-manuscrits-1972/>

² Je remarque aujourd'hui qu'un enthousiasme analogue, et une désillusion aussi sévère, allaient se reproduire vingt ans plus tard autour de l'expérience associée au nom de Mikhaïl Gorbatchev.

publication, très discrète, quelques années plus tôt³, et ces deux intellectuels de haute stature avaient pris des voies différentes, s'éloignant de leurs travaux antérieurs, sans les renier. Pourtant ce sont bien ces premiers écrits qui m'ont, à cette époque, soulevé⁴. Marqués par une influence initiale de Trotsky, les deux auteurs avaient été conduits à s'écarter progressivement des positions du grand leader assassiné. Ils voulaient, l'un et l'autre, approfondir considérablement l'analyse de la nature du pouvoir soviétique. Sans atténuer la dénonciation de sa politique dictatoriale, ils estimaient essentiel de comprendre dans quelle structure profonde de la nouvelle société soviétique ce pouvoir avait pu trouver ses attaches et son fondement. Trotsky l'avait tenté aussi, menant un remarquable effort d'analyse après sa mise à l'écart puis sa persécution par l'appareil stalinien. Mais il l'avait fait en protégeant, contre vents et marées, la caractérisation de la nature « ouvrière » du régime issu de la révolution de 1917, et en interprétant son évolution désastreuse comme une « dégénérescence bureaucratique ». Celle-ci avait, pensait-il, porté au pouvoir une nouvelle couche sociale qu'il se refusait à considérer comme une authentique classe, au sens marxiste du terme. Castoriadis et Lefort, dans des analyses précises et serrées (et avec un tempérament théorique très différent l'un de l'autre) allaient, eux, tenter de pousser beaucoup plus loin la critique de ce nouveau système, de sa structure et de ses racines.

J'étais depuis plusieurs années, et plus encore depuis la répression de Prague⁵, affamé de comprendre ce qui se passait à Moscou : pas en quête de rumeurs sur le tempérament de Khrouchtchev, mais en espérant utiliser les instruments d'analyse développés depuis Marx pour interpréter cette réalité totalement neuve. Les rééditions de *Socialisme ou Barbarie* venaient donner à cette faim un aliment de première valeur. Mais l'évolution n'était pas, pour moi, seulement intellectuelle ou politique. Je sortais d'un temps où – cela s'exprime vivement dans *Les Manuscrits de 1969-72 – la politique, jamais délaissée, se trouvait investie et débordée par des inquiétudes existentielles intenses (affectives, érotiques). Un désespoir, un risque de nihilisme, avaient progressivement envahi mon espace*⁶. Le changement a-t-il été lié à ma nouvelle entrée dans la vie active, avec l'exercice plein du métier de professeur ? Toujours

³ En 1965.

⁴ Au début des années 1970, les éditions Bourgois avaient entrepris, dans la collection de poche 10-18, la réédition des articles de Castoriadis pour *S ou B*, publiés pendant une quinzaine d'années jusqu'en 1964. J'avais dévoré cette série de volumes avec ardeur. Les écrits de Lefort de la même période avaient aussi fait l'objet d'une réédition de grande valeur, dans le volume *Éléments d'une critique de la bureaucratie* (Droz, 1971), qui m'avait tout autant captivé.

⁵ L'entrée des troupes soviétiques et alliées à Prague a eu lieu pendant l'été 1968.

⁶ Sur tout ceci, cf. les rééditions sur ce site des « Écrits théoriques de jeunesse », pour la période 1969-1970, ainsi que, bien sûr, celle des *Manuscrits* (1972).

est-il que j'ai voulu, de façon plus sourde qu'explicite, m'éloigner de pratiques et de pensées qui menaçaient mon équilibre et, voulais-je espérer, mon avenir. Ce réengagement dans une perspective positive, avec une vision dessillée du « socialisme », mais aussi avec un espoir de voir un vrai parti-pris révolutionnaire reprendre des forces, a sans doute traduit dans les idées mon aspiration intime à sortir d'une période dangereuse. L'affaire ne s'est pas faite en un tournemain : je continuais de boire beaucoup, et n'étais pas beaucoup plus au clair sur ma vie amoureuse. Mais la réorientation politique vers l'ultra-gauche⁷ me fournissait quelques instruments pour ne pas céder au vertige de la « clôture de la métaphysique »⁸.

C'est en ce point qu'est intervenue une seconde influence majeure : celle de Gilles Deleuze, et plus précisément la tornade que fut, en 1972 et dans la période suivante, la publication de L'Anti-Œdipe, qu'il cosignait avec Félix Guattari⁹. Même si la chose n'est que très discrètement apparente dans ce texte-ci, il me faut dire quelques mots des conditions dans lesquelles ce livre extraordinaire est entré dans ma vie, et des effets qu'il y a produits. Je connaissais Deleuze en tant qu'historien de la philosophie, pour avoir travaillé sur certains de ses livres, et en particulier son stupéfiant Nietzsche¹⁰, qui avait illuminé ma préparation de l'agrégation, Nietzsche figurant au programme. Mais, malgré une extraordinaire originalité, cela restait une lecture savante. L'Anti-Œdipe a été tout autre chose. J'ai dit combien je peinais à trouver une façon de vivre et de penser mon rapport à l'homosexualité, sans la considérer comme un trait identitaire, et donc en la mettant en rapport avec l'universalisme de l'exigence politique. Or, dans le cours de l'année 1972, a paru un petit livre retentissant, Le Désir homosexuel, du jeune Guy Hocquenghem, qui m'a fait une profonde impression. Même s'il témoignait d'une vie homosexuelle très éloignée de la mienne, l'opuscule affirmait une vision trans-identitaire de l'homosexualité, et l'articulait à une exigence révolutionnaire. J'en ai été transporté d'enthousiasme.

⁷ Le mot n'avait pas alors le sens qu'il a pris aujourd'hui. Il désignait les groupes et réflexions qui voulaient porter une critique radicale sur tous les systèmes autoritaires, sans nécessairement prôner des actions violentes. De mon côté, la critique de la violence et l'aspiration à une non-violence intégrale a été sans doute une des constantes les plus profondes de mon engagement de pensée. Je n'ai donc jamais cédé à la fascination morbide pour la bombe ou le fusil.

⁸ Sur la « clôture de la métaphysique », cf. *Les Manuscrits, op. cit.*, fragment 7, paragraphe I (lettre i) et note.

⁹ Il est difficile de se représenter aujourd'hui ce qu'a pu être l'engouement pour ce livre, dont je crois me souvenir qu'il s'est vendu, en peu de temps, à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires – phénomène impensable aujourd'hui pour un livre philosophique de cette difficulté. Il est vrai que nombre de lecteurs n'en avaient lu que quelques dizaines de pages, les premières, qui avaient valeur de manifeste. Mais l'ouvrage a été un phénomène de société dans cette première moitié des années soixante-dix.

¹⁰ G. Deleuze, *Nietzsche et la philosophie*, PUF, 1962.

Et toute la structure de pensée de l'ouvrage était explicitement portée par la référence à L'Anti-Œdipe – que je n'avais pas encore lu. Hocquenghem y puisait une conception positive du désir, non comme fruit d'une carence, contrepartie du creux devant un objet manquant, mais comme activité pleine, productive, « machinique » – pour reprendre une des images du livre qui allait faire fureur. Je n'aurais jamais pensé à le formuler ainsi, nourri que j'étais de Derrida et de Lacan, et comme eux tributaire de la pensée du défaut qui court de Platon à Freud. Mais cette affirmation, et le feu d'artifice conceptuel qui l'entourait, rencontrait mon souhait profond : repenser mon rapport au sexuel d'une façon vivante, affirmatrice, affranchie de la pensée du négatif qui m'avait jusque-là semblé seule capable d'en répondre. Sans réserve, j'entrai dans cette nouvelle façon de voir. Je me précipitai dans la lecture du maître-ouvrage qui rendait possible ce renversement.

Radicalisation politique vers l'extrême-gauche la plus anti-autoritaire, revendication d'une sexualité positive nourrie par Deleuze et Guattari, telles étaient les nouvelles données de ma vie intellectuelle, au moment où, après la fin du service militaire, je retrouvai mes amis méridionaux, connus pour la plupart à l'université et dans le militantisme étudiant. Mais la situation dans ce milieu amical, aixois et marseillais, s'était modifiée. Bon nombre d'anciens communistes étaient entrés dans la critique de leur ancien parti. D'autres, paradoxalement, l'avaient rejoint, pensant trouver là un débouché à leur désarroi. Et de nouveaux liens s'étaient noués entre des jeunes gens qui précédemment s'ignoraient. C'est ainsi qu'à la faveur de relations communes, je suis entré en contact amical avec un groupe de jeunes psychiatres joyeusement rebelles et indisciplinés. C'était un groupe vivant, multiple, pratiquant une vie en partie communautaire, où brillaient quelques personnalités étincelantes. Et ils ne juraient que par Deleuze, et Guattari dont les liens à la psychiatrie (et à l'anti-psychiatrie) étaient forts. Nous avons un langage commun, nourri par une série de références communes. Dans cette mouvance très libre, une personnalité remarquable exerçait une forte influence¹¹. Aussi improbable que fût notre rencontre (entre un stalinien de fraîche date et un ultragauchiste anarchisant), nous sommes devenus de vrais amis. Le projet est né de confronter nos expériences théoriques. Nous avons proposé à nos proches une rencontre de deux jours, qui fut rapidement connue sous le nom (jamais vraiment choisi, et qui ne m'enchanta pas) de « Désir et politique ». Les psychiatres étaient censés tenir la barre sur le désir, et nous le fil de la politique. Ce furent deux journées réjouies,

¹¹ Je ne cite pas son nom, parce que je ne l'ai plus revu depuis longtemps et j'ignore s'il lui plairait de se trouver convoqué dans ce récit. Mais, malgré l'éloignement, je conserve à l'égard du souvenir de cette rencontre beaucoup de gratitude et d'affection.

intenses, insolentes en diable, tenues dans une salle de la Faculté des Sciences sur le site Saint-Charles, tout près de la gare de Marseille. Chacune était ouverte par un exposé. La seconde allait l'être par mon ami psychiatre. Et je devais prononcer celle du premier jour. C'est le texte qu'on va pouvoir lire ci-après¹².

*

Ayant choisi, depuis le début de cette série, d'assumer une certaine sincérité, je dois dire que sur ce texte-ci j'ai pratiqué quelques coupes. Elles sont signalées si elles sont consistantes, pas lorsqu'il s'agit d'un mot ou deux. Le sens de ces coupes est toujours le même : éconduire des oralités plus ou moins grossières dont nous croyions à l'époque utile d'émailler notre style (qui se voulait pourtant recherché, élégant, mais nous aimions ces ruptures). En tout cas je n'ai rien ajouté. La teneur théorique et, à cette petite réserve près, stylistique du texte est scrupuleusement respectée. Je suis reconnaissant à ces quelques pages, après la crise violente qu'exprimaient Les Manuscrits, de témoigner de mon aspiration à sortir du trou. Et je ressens une profonde gratitude envers mes partenaires de réflexion et d'amitié de l'époque, pour m'avoir aidé, par leur exigence généreuse, à entamer cette remontée.

Septembre 2022

P.S. Très situées dans leur époque, les pages ci-dessous appelleraient pourtant de nombreux autres commentaires que ceux qui sont esquissés en note, en particulier en lien avec l'actualité récente. La question de la nature de l'URSS, et des régimes qui lui ont succédé (Russie, Chine et quelques autres) est loin d'avoir émoussé son urgence. J'essaie d'y revenir par ailleurs (cf. par exemple, sur ce site, « Post-URSS », <http://denisguenoun.org/2022/04/18/post-urss/>) – mais cette réflexion, dont la nécessité est aiguë, doit impérativement se poursuivre.

¹² Je retrouve dans mes archives un document photocopié, appelant à la tenue de ces journées, et qui indique qu'elles auront lieu du 9 au 11 juin. Il ne peut s'agir à mes yeux que de l'année 1973. Mais le feuillet indique que le lieu reste à déterminer. Je pense que, lorsque le programme s'est précisé, la durée a été ramenée à deux jours, ce qui correspondait bien à la structure balancée du projet, entre politique et « désir ».

LES CONSÉQUENCES DE LA RÉVOLUTION RUSSE¹³

Il est plus que délicat de savoir de quoi on parle lorsqu'on dit : la révolution russe. De quoi s'agit-il au juste ? De l'insurrection populaire ou de la prise du pouvoir par les bolcheviks, à supposer qu'on puisse les isoler l'une de l'autre ? De la grande nuit de novembre ou d'un processus qui partirait de 1905, ou avant, pour aboutir en 1922, ou après ? De la transformation des rapports de propriété ou d'une forme prétendument neuve de l'exercice du pouvoir ? On dira que ces questions entretiennent entre elles d'étroits rapports, et c'est vrai. Il reste cependant qu'une pratique de l'amalgame a permis, jusqu'à aujourd'hui, d'esquiver certaines questions décisives et a autorisé la constitution d'une idéologie historique de la révolution russe. Or cette idéologie a ceci de commun avec toutes les autres idéologies que sa fonction principale est de légitimer un pouvoir. À ce titre, elle est censurante : toute réflexion critique sur l'action du parti bolchevik en 1917, le moindre doute sur la pensée et la pratique de Lénine vous renvoie dans les bras de la bourgeoisie, et vous voilà kérenskyste ou kornilovien¹⁴. Trotsky s'y est laissé prendre, en faisant rétrospectivement silence sur l'ensemble de ses divergences d'avant 17 ou d'avant 22, sauf pour dire qu'il s'était trompé en tout, et que Lénine avait toujours eu raison contre lui. Mal lui en a pris : il fournissait des piolets à ses adversaires.

De quoi vais-je donc parler ici ? Ni de la révolution russe pour en faire l'histoire, ni de ses conséquences, qui sont indiscernables de l'histoire entière de notre époque. Je vais parler des images de la révolution russe et de leur fonction. Des idées émises à propos de la révolution russe qui servent de recours pour justifier certaines pratiques que je considère, soit comme erronées (lorsqu'elles émanent de mes amis), soit comme parfaitement légitimes quand elles sont au service de nos adversaires. En l'état actuel des choses, sont mes adversaires, entre autres, les détenteurs de l'ensemble des pouvoirs d'État qui se partagent la surface de la planète. Et donc les cohortes de leurs adulateurs. On peut y voir des séquelles d'anarchisme. Je n'ai jamais été anarchiste. Je n'ai jamais été rien du tout, je ne pense pas qu'on puisse à bon droit caractériser quelque position politique que ce

¹³ Quelques lignes au début de l'exposé, ici supprimées, indiquaient la difficulté de cerner des conséquences spécifiques de la Révolution russe sans la confronter à la fiction d'un monde où elle n'aurait pas eu lieu. (N.B. Pour cet exposé oral, le texte, entièrement rédigé, ne comportait aucune note. Toutes celles qui figurent ici sont de 2022.)

¹⁴ D'après les noms d'Alexandre Kerenski (1881-1970), chef du gouvernement « bourgeois » de la période qui a suivi immédiatement la chute des Tsars, et de Lavr Kornilov (1870-1918), général contre-révolutionnaire.

soit en faisant usage du verbe être. Mon hostilité à l'exercice du pouvoir comme tel ne méconnaît pas la nécessité de l'exercice temporaire de certaines formes de coercition. Ce n'est pas d'une hostilité intemporelle et abstraite qu'il s'agit. Mais de la reconnaissance circonstanciée du fait suivant : que tous les pouvoirs d'État qui se partagent la surface de la planète présentent les caractéristiques fondamentales qui suffisent à les déterminer comme appareils d'exploitation et d'oppression. Mon hostilité entière, radicale et sans réserve aux États de la Russie dite soviétique et de la Chine dite populaire est donc au moins aussi formelle que celle qui m'oppose aux États de l'Occident bourgeois. Au moins : en ce qui concerne la répression, voire l'étouffement provisoire des mouvements révolutionnaires, les assassins de Cronstadt, d'Ukraine, de Barcelone, de Madrid, de Berlin, de Varsovie, de Budapest, de Shanghai, de Prague, de Gdansk me paraissent réunir un palmarès qui n'a rien à envier au fascisme le plus orthodoxe.

Je vais donc examiner successivement cinq images, qui sont toutes, à certains égards, des images de la révolution russe, et dont l'effet se fait encore lourdement sentir sur nos problématiques contemporaines, et sur la possibilité ou l'impossibilité de constituer une pratique révolutionnaire d'un type nouveau.

I. L'image du socialisme.

Cette image représente le socialisme comme fondamentalement déterminé par l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange. C'est cette analyse qui légitime, pour Trotsky et sa postérité, le fait de considérer indéfectiblement l'Union Soviétique comme un État ouvrier, fût-il parvenu, par ailleurs, au fond de la dégénérescence bureaucratique¹⁵. Il se trouve malheureusement, comme l'a définitivement montré Chaulieu¹⁶, que cette conception aboutit à fonder la nature des rapports de production sur la forme des rapports de propriété, c'est-à-dire sur un phénomène d'ordre juridique. À moins qu'on n'entende par propriété tout autre chose que ce qui est reconnu sous ce nom de manière formelle, et idéologique, par la loi. Possibilité sur laquelle nous reviendrons. Toujours est-il que le discours de la loi est un phénomène que l'on devrait considérer, en bonne logique marxiste, comme idéologique, ou tout au moins comme superstructurel. Il est donc assez paradoxal de lui conférer une efficacité historique assez grande pour déterminer, dans leur structure, la nature et le fonctionnement des rapports de production. Cette conception conduit, en

¹⁵ Parmi les participants à la journée, se trouvaient plusieurs militants de groupes trotskystes.

¹⁶ Cornelius Castoriadis (1922-1997) utilisait divers pseudonymes pour signer ses premiers articles dans la revue *Socialisme ou Barbarie*. Voir Introduction.

outré, à baptiser du nom de socialisme une société dont les inégalités de revenus restent inexplicables : elles ne devraient pas, en effet, être justiciables des différences de valeur de la force de travail, puisque la loi de la valeur a censément disparu en régime socialiste. Leur éventail dépasse par ailleurs, et de loin, les différences dans l'ordre de ce qu'on appelle l'utilité sociale, à supposer qu'on puisse jamais hisser ce masticot idéologique à la hauteur d'un concept. Rappelons en effet que Cardan, alias Chaulieu, a calculé en 1949, d'après des sources d'origine soviétique produites par Bettelheim¹⁷, qu'en retenant l'hypothèse la plus favorable à l'idéologie bureaucratique, à savoir que le rapport entre le revenu ouvrier moyen et le revenu bureaucratique moyen était de 1 à 10, ce qui est probablement bien au-dessous de la réalité, et en estimant que la couche bureaucratique en URSS représentait alors environ 15% de la population, on arrivait à ce résultat que ces 15% de la population s'approprièrent environ 65% de la masse totale des revenus distribués en espèces. En retenant l'hypothèse bien plus vraisemblable d'un rapport des revenus moyens allant de 1 à 30, hypothèse qui est loin d'être maximale, il apparaissait que la bureaucratie s'approprie 85% des revenus distribués en espèces (c'est-à-dire sans tenir compte des avantages en nature et services divers, qui devraient probablement alourdir la note). En d'autres termes, les 85 autres % de la population se trouvaient bénéficiaires de 15% du revenu global. C'est peu. Et, a contrario, c'est beaucoup pour l'utilité sociale des directeurs d'usines et autres fonctionnaires du parti.

Pour rendre compte de cette différence des revenus, sans toucher au caractère fondamentalement ouvrier de l'État, Trotsky a présenté l'argument selon lequel c'est la distribution qui, en URSS, n'est pas socialiste, alors que les rapports de production, eux, et jusqu'à nouvel ordre, le sont restés intangiblement. Et le même Trotsky de remarquer que la distribution est aux yeux de Marx un phénomène secondaire par rapport à la production, et que donc elle ne saurait suffire à caractériser la nature d'un système social. Or c'est là un argument, comme le montre Castoriadis, alias Cardan, alias Chaulieu, qui se retourne contre son auteur. Si, en effet, Marx considère la distribution comme un phénomène secondaire, c'est précisément parce qu'elle est fondamentalement dépendante des rapports de production, et qu'on ne saurait la comprendre indépendamment d'eux. S'il est exact, par exemple, que ce n'est pas la différence de revenus entre les riches et les pauvres qui détermine la structure de classes de la société capitaliste, il n'en demeure pas moins que cette différence en est une conséquence nécessaire, et que la société capitaliste est incapable, en fonction de sa nature de classe, d'abolir cette différence de revenus. De la même manière, le mode de production socialiste ne devrait pas pouvoir engendrer une différence de revenus qui soit

¹⁷ Charles Bettelheim (1913-2006), économiste très respecté à l'époque dans les milieux marxistes.

contraire à sa nature, précisément parce que ce sont les rapports de production qui y sont déterminants, et que la distribution n'a par rapport à eux qu'une autonomie toute relative. Il reste donc à penser, ou bien que les inégalités de revenus en URSS sont une invention pure et simple de la propagande bourgeoise, ou bien que les rapports de production n'y sont pas socialistes, selon l'élaboration que Marx nous donne de ce concept.

Que les rapports de production n'y sont pas socialistes, donc : compte tenu du fait que la propriété privée des moyens de production et d'échange y a été, *effectivement*, abolie. Comment rendre compte de ceci qui est, au regard du marxisme ossifié, une contradiction ? Il existe un moyen de s'en tenir quitte, si l'on a le goût de courir après des fantômes historiques. Ce qu'on fait, par exemple, lorsqu'on trouve dans le maintien de la petite propriété agricole le fondement du caractère non-socialiste des rapports de production. Cette pénétrante analyse permet d'affirmer que les kolkhoziens qui cultivent 4 pommes de terre sur 2m² de jardin peuvent mettre en cause le caractère socialiste, supposé intact, des rapports de production dans les gigantesques concentrations industrielles. C'est prendre l'histoire à rebrousse-poil, dès lors qu'on affirme par ailleurs que la concentration des forces productives est un phénomène assez indépendant pour contester objectivement, à l'intérieur même du mode de production capitaliste, la viabilité de la petite propriété artisanale. Lorsque Lénine voyait dans la petite propriété terrienne un risque pour le socialisme, il parlait de tout autre chose : d'une économie dont le niveau d'industrialisation n'était guère comparable à ce qu'il est devenu (les staliniens ne se font pas faute de le répéter à des fins apologétiques) et d'une force politique, idéologique et culturelle fondée sur l'existence d'une classe sociale condamnée à court terme, mais non encore disparue. Que cette classe, une fois morte, puisse renaître de ses cendres au point de menacer le colosse que l'impérialisme tout entier n'est pas arrivé à abattre, voilà le mystère.

Reste donc à considérer ceci, qu'une fois encore nous devons à Castoriadis qui s'en était avisé il y a plus de vingt ans : que la propriété privée, selon Marx, ne s'oppose pas fondamentalement à la propriété collective, mais à la propriété sociale. Que la propriété collective n'équivaut à la propriété sociale que dans la mesure où la collectivité en question est celle de l'ensemble des producteurs, mais qu'une forme de propriété collective peut fort bien s'opposer à la propriété sociale, dès lors que la masse des producteurs en est exclue. Le capitalisme lui-même nous en donne parfois un excellent exemple, par la voie des sociétés dites anonymes, et de leurs différents modes d'association. Pour le comprendre, il faut, bien entendu, ne pas donner au mot de propriété un sens étroitement juridique, mais y entendre plutôt le pouvoir de gestion, la disposition effective, et l'usage à son propre profit de l'objet ainsi possédé, en l'occurrence les moyens de

production. Il faut également reconnaître que le droit peut avoir pour fonction de masquer la réalité des rapports sociaux, faute de quoi on s'astreint à considérer qu'en France, tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux. Dans ces conditions, il devient clair qu'en URSS, pour ne parler que d'elle, une couche sociale s'approprie collectivement les moyens de production, en ce sens qu'elle en détient la disposition effective (le pouvoir de gestion) et qu'elle en use à son profit (compte tenu, évidemment, des nécessités d'investissement qui sont communes à toutes les économies industrialisées). Cette couche sociale apparaît littéralement comme une couche sociale exploiteuse, qui détient les moyens de production et en bénéficie de manière privilégiée. Ce qui fait sauter, du coup, la prétendue contradiction entre les rapports de production réels et le mode de distribution. Et ce qui correspond aussi très exactement, on l'aura remarqué, à la définition marxiste d'une classe sociale. Que cette classe sociale ait un mode de recrutement et de reproduction (économique, juridique, politique et culturel) relativement original, dont, par exemple, l'héritage juridique formel est exclu, voilà qui ne doit pas surprendre. Ce n'est pas son recrutement qui définit une classe sociale, c'est sa fonction dans les rapports de production. Mais que cette classe sociale ne soit pas non plus exactement la bourgeoisie au sens classique du terme, c'est, je le reconnais, un phénomène propre à la méditation.

Il résulte de ce que nous venons de dire que la nationalisation des entreprises, c'est-à-dire l'étatisation de l'économie, ne recèle en elle-même, intrinsèquement, aucune garantie de passage à la propriété sociale. La nationalisation des entreprises, fût-elle intégrale, n'a pas, par elle-même, un contenu socialiste. Le socialisme, si ce mot a un sens, est un système social où l'ensemble des moyens de production, et la répartition de leurs produits, sont gérés directement par l'ensemble des producteurs. C'est la seule détermination rigoureuse du concept de propriété sociale. Et cela revient à dire que la propriété sociale des moyens de production n'a aucun autre contenu effectif que le fonctionnement intégralement démocratique de l'État et de l'économie, dans un système où le pouvoir est réellement détenu et exercé par l'ensemble du groupe social des producteurs. La nature des rapports de production, le contenu de classe de l'État et la démocratie de masse ne représentent pas ici des niveaux différents d'une même réalité : ils sont exactement et intégralement identiques. À supposer, on s'en doute, qu'il y ait encore quelque raison de parler d'État lorsque c'est de cela qu'il s'agit.

II. L'image de l'histoire.

Il se trouve, néanmoins, que pour penser cela, fût-ce en utilisant une méthode historique dont Marx nous propose l'architecture, il nous faut contrevenir à l'un des prescriptions les plus formelles du marxisme anémié. Il nous faut convenir en effet de ce que l'URSS présente une structure de classe qui ne correspond pas exactement à ce que Marx a caractérisé comme capitalisme sans pour autant qu'on puisse y déceler la moindre trace de socialisme. Or c'est là un vide conceptuel qui plonge les révolutionnaires dans une profonde angoisse, et face auquel on les voit pratiquer tous les rites de la conjuration. Il faut que les États soient bourgeois, comme celui de Thiers, ou ouvriers, comme la Commune, faute de quoi l'histoire n'est plus qu'un non-sens. Marx a saisi le devenir du monde selon une vue si exhaustive que l'histoire n'a même plus la ressource d'inventer une forme sociale relativement nouvelle sans faire outrage à son génie. C'est en cela qu'il a fait œuvre de science, dit-on, sans remarquer qu'on se réfère, pour le dire, à une image toute métaphysique du savoir scientifique. Que le capitalisme ait déjà duré environ un siècle de plus que prévu, et que le socialisme comme tel ne soit réalisé nulle part, voilà qui ne semble pas de nature à ébranler cette belle assurance. Moins ça marche, plus fort on crie. Alors que la tendance à la bureaucratisation, pour peu que l'on donne à ce concept une conception qui dépasse le comique courtelinesque¹⁸, correspond à un dynamisme économique, social et culturel qui se marque même dans les sociétés capitalistes. Ce qui revient à dire que la concentration des forces productives, la tendance à la centralisation étatique, l'interdépendance croissante des différentes tâches de gestion et de contrôle sociaux donnent des chances historiques objectives à une couche sociale qui s'affirme comme techniquement, politiquement et culturellement totalisante. Couche sociale qui est capable, par exemple, de s'affranchir en partie de l'entrave historique que représente la propriété privée, Marx avait raison de le dire, et affirme ainsi son aptitude à une gestion économique socialisée et à une hégémonie politique totalitaire. Il est d'une importance historique cruciale de reconnaître que ce système a ses chances, des révolutionnaires ont payé de leur vie pour l'apprendre. Et, comme il s'agit d'une formation sociale nouvelle, il faut une analyse nouvelle pour se donner les moyens de lui couper l'herbe sous les pieds, ou, éventuellement, de la vaincre.

Or, la nécessité de cette analyse ne se fait pas seulement sentir au niveau planétaire. Elle est également en question dans l'appréciation des forces sociales qui s'affrontent dans chaque système, et donc dans la caractérisation des

¹⁸ Référence à *Messieurs les ronds-de-cuir (Tableaux-roman de la vie de bureau)*, de Georges Courteline (1892).

composantes du mouvement révolutionnaire. Et c'est ici, sans doute, que le manichéisme sociologique fait les plus grands ravages. J'appelle de ce nom le fait d'avoir promu au niveau d'un dogme l'analyse selon laquelle notre structure sociale s'articule autour de l'opposition bourgeoisie/prolétariat. Cette analyse, qui révèle chaque jour un peu plus sa limite, produit deux effets principaux. D'une part, elle conduit à considérer toutes les manifestations répressives du pouvoir comme émanant de la bourgeoisie en tant que classe, ce qui est faux, nous allons y revenir plus bas. D'autre part, elle investit le prolétariat d'une vocation intrinsèquement révolutionnaire, ce qui est sans cesse infirmé par les faits, et aboutit à paralyser l'analyse des véritables forces subversives qui minent l'actuel ordre social.

Si en effet on se donne du prolétariat la définition conceptuelle et empirique classique (définition qui doit d'ailleurs beaucoup plus à l'approximation empirique qu'on veut bien le reconnaître) on se doit de concéder que le prolétariat n'est pas, dans sa masse, idéologiquement révolutionnaire, c'est le moins qu'on puisse dire. J'y reviens dans un moment, mais il faut néanmoins remarquer, pour l'heure, qu'il semble même plutôt imbriqué dans des structures idéologiques et culturelles fascisantes, tout au moins dans l'ordre de ce qu'on appelle aujourd'hui le fascisme ordinaire¹⁹. Ce n'est pas grave, me direz-vous, ce n'est pas l'idéologie qui fait l'histoire. Admettons-le pour l'instant. Reste le deuxième point, plus ennuyeux : il n'y a pas d'exemple récent que le prolétariat ait affirmé pratiquement sa capacité, voire sa vocation, à prendre en charge lui-même, en tant que classe, la gestion de la production, ou de l'ensemble de la vie sociale. Les exemples en sont ou anciens (comme la Commune) ou, s'ils sont relativement récents, comme la révolution hongroise de 1956, ils ne se situent jamais que dans le cadre de l'économie bureaucratique, ce dont il est peut-être temps de tirer les conséquences. Resterait encore à savoir exactement ce qu'il en est de la remise en route de la production dans ces cas-là. Mais pour le reste, dont on fait grand cas, il faut dire que ni la révolution russe de 1917, ni mai 68 (pour prendre les deux extrêmes), n'offrent d'exemple de gestion ouvrière, fût-elle naissante. La célèbre séquence narrative « grève – occupation – remise en marche de la production pour le compte des travailleurs » présente ce léger inconvénient de n'avoir jamais effectué que ses deux premiers temps, le troisième relevant surtout de l'investissement fantasmatique. Il ne s'agit pas ici de reprocher à la révolution d'avoir toujours été vaincue : elle aurait pu l'être, mais s'affirmer néanmoins comme *révolution prolétarienne* dans un premier temps. Or, de la révolution

¹⁹ L'expression « fascisme ordinaire » était souvent employée pour désigner les comportements autoritaires et violents dans la vie quotidienne, même au sein des couches populaires.

prolétarienne, nous ne connaissons historiquement que l'insurrection, ce qui est peu.

Il resterait une possibilité : que le prolétariat soit objectivement révolutionnaire et que, par le malheur d'une déplorable lenteur historique, cette objectivité ait laissé la révolution à l'état de virtualité. Or, la caractérisation du prolétariat comme objectivement révolutionnaire repose sur deux fondements. D'une part, il est l'objet d'une dépossession intégrale, ce qui est extrêmement discutabile et dont par ailleurs il est loin d'avoir l'apanage – les esclaves de l'antiquité et d'autres exploités d'aujourd'hui l'étaient ou le sont, au moins, autant que lui. D'autre part il est, en tant que classe productive, apte à assurer le fonctionnement de la société en se passant des capitalistes. Or, cette assertion produit à son tour deux effets. Tout d'abord, elle requiert qu'on intègre dans le prolétariat l'ensemble des individus qui, sans posséder les moyens de production, ont une fonction productive : le prolétariat n'inclut dès lors plus les seuls ouvriers, et il faut le dire. Mais en outre cette conception suppose que le fonctionnement de la société se réduit, pour l'essentiel, à l'organisation des tâches de production. Ce qui revient à penser que l'existence des sociétés repose sur la satisfaction des besoins, et que l'homme se définit fondamentalement comme être travailleur. Marx le dit, et très clairement. L'ouvriérisme en politique repose sur une conception littéralement métaphysique, qui détermine l'homme par le besoin et la société par le travail. Que cette théorie soit métaphysique, on pourrait encore s'en accommoder. Il se trouve qu'elle est en outre archi-fausse, dépassée, rétrograde et foncièrement répressive. Pour une théorie révolutionnaire, c'est encombrant.

Ne croyez pas que ce soit là un scrupule théoricien. Ses effets politiques sont immédiats et permanents. Car si le prolétariat n'est pas « subjectivement » révolutionnaire, il se trouve qu'il y a des groupes sociaux qui le sont, eux. Les étudiants, par exemple, sont à l'origine du déclenchement de l'insurrection hongroise et de la grève de mai 68 en France, qui sont peut-être les deux mouvements révolutionnaires dont l'importance historique est la plus considérable depuis plus de vingt ans. Il y aurait là quelque chose à penser. Il est en outre avéré que les groupes révolutionnaires sont, en très large majorité, composés d'intellectuels. C'était même le cas du parti bolchevik avant la révolution. Mais le rôle révolutionnaire de ce groupe social est considéré comme secondaire par rapport à celui du prolétariat. On se condamne ainsi à ne pas comprendre grand-chose aux luttes sociales de la modernité. Et on demande, de plus, aux intellectuels de reconnaître qu'ils n'assument qu'une fonction d'auxiliaires du développement de la révolution, qu'ils rejoignent « la lutte » du prolétariat. De la part des groupes révolutionnaires, je considère cela comme symboliquement suspect : il faut ployer le genou devant la direction prolétarienne

(parfaitement mythique), révéler la mission historique du prolétariat, se lamenter de n'être que des moitiés de révolutionnaires. Cette culpabilisation sociologique est commune à tous les gauchistes, et fait proférer à des individus intelligents d'insondables stupidités (*cf.* le dernier interview de Foucault à *Libération*²⁰). Il faut en finir avec le concept de rôle dirigeant de la classe ouvrière. Il est mauvais, et il fonde de futures servitudes. C'est au nom de cette idéologie ouvriériste que les prochains bureaucrates nous feront taire²¹.

III. L'image du pouvoir.

Je souscris entièrement à la formule de Foucault que je transcris ici approximativement : « on a attendu le XIX^e siècle pour savoir ce que c'est que l'exploitation, comment elle fonctionne et à qui elle profite. Il est possible que nous ne sachions pas ce que c'est que le pouvoir. »²² L'indétermination de ce concept est en effet quasiment totale, et porte aussi bien sur le contenu du pouvoir que sur les modalités de son exercice. Du contenu du pouvoir, nous avons une définition qui est à la fois excentrée, disparate et métaphorique. Excentrée, parce que l'on n'arrive à concevoir le pouvoir, et singulièrement le pouvoir d'État, que comme instrument d'une domination dont le véritable lieu est ailleurs, dans l'exploitation d'une classe par une autre, par exemple. Disparate, parce qu'on intègre dans la notion de pouvoir aussi bien la capacité de décision (le pouvoir législatif) que le groupe social qui l'exerce (faire le jeu du pouvoir). Métaphorique enfin, parce que l'idée de pouvoir est associée au très problématique concept de répression, tout entier pénétré de l'imagerie de la bastonnade. Nous ne savons pas ce que c'est au juste que détenir ou exercer le pouvoir : ce qu'on en dit concerne toujours ses finalités ou ses moyens, mais jamais son fonctionnement lui-même, ou, si l'on veut, sa nature.

Parlons donc des modalités de son exercice. On considère la pratique du pouvoir comme la mise en œuvre d'une force larvée ou d'une force ouverte destinée à réfréner des désirs ou à imposer des contraintes. C'est-à-dire qu'on tient le pouvoir comme extérieur à celui sur qui il s'exerce. Il y aurait entre « le pouvoir » et « les masses » le même rapport qu'entre deux combattants, qu'entre le couvercle d'une cocotte-minute et la vapeur en dilatation (l'oppression) : extériorité et juxtaposition des parties en conflit. Cependant la métaphore a ceci

²⁰ J'ignore la référence exacte, mais il ne doit pas être difficile de la retrouver. Le journal *Libération* venait de (re)naître. Le « numéro zéro » contenait, semble-t-il, une interview de Foucault.

²¹ L'hypothèse d'une prise de pouvoir en Occident par des partis pro-soviétiques restait donc prise au sérieux.

²² Je n'ai pas de souvenir sur la source de cette citation. *Cf.* ci-dessus, note 1.

d'inadéquat que, à l'inverse de ce qui se passe dans la cocotte, les dominés détiennent une force incomparablement plus grande que ceux qui les dominent. Comme on sait, il n'est pas un pouvoir qui tiendrait 24 heures face à une insurrection véritablement générale. Il faut donc bien que le pouvoir ait des appuis au sein des masses elles-mêmes. On en convient aisément. Là où on fait erreur, me semble-t-il, c'est lorsqu'on analyse ces appuis comme relevant de la conscience, ou de la simple idéologie. On dit : si le pouvoir (politique, par exemple) reste en place, c'est parce qu'il a su se créer des partisans dans le peuple, qu'il a su convaincre une partie du peuple de sa valeur. Le pouvoir repose dès lors sur une mystification. Sa force principale, c'est sa capacité de tromper. Il suffirait dès lors d'entreprendre un travail d'explication quant à sa véritable nature, de dessiller le regard populaire. Le sort de la révolution se tient dans les ronéos²³. J'affirme qu'il n'y a pas un vingtième de la population française pour n'être pas convaincue qu'elle est gouvernée par une congrégation de cyniques et de corrompus. Il n'y a pas un vingtième des Français pour être partisans du pompidolisme²⁴ comme doctrine politique, ni du capitalisme comme système économique, qui les laissent l'un et l'autre, et pour l'essentiel, parfaitement indifférents. Les ressorts du soutien donné au pouvoir ne sont pas *idéologiques*. Le pouvoir ne vit pas sur sa propagande, en tout cas pas sur sa propagande spécifiquement politique. On pense alors que la majorité des Français n'est pas composée de partisans actifs de ce régime, mais que néanmoins elle ne voit pas de possibilité de lui en substituer un autre. Elle n'a pas conscience des possibilités de changement, ce qui manque, c'est l'alternative. Et les ronéos de se remettre en marche, dans la version : demandez le programme. L'ennui, c'est que lorsque les masses déclenchent des mouvements révolutionnaires, elles n'ont pas plus cette claire conscience de l'alternative qui aujourd'hui leur ferait défaut. C'est une plaisanterie que de croire que le prolétariat russe était, en 1917, acquis dans sa majorité au socialisme scientifique, ni même aux principaux points du programme bolchévique, ni même à l'idée (s'il s'agit d'une *idée*) de la révolution en tant que telle. Si Marx a écrit quelque part qu'un seul pas dans l'action vaut mieux qu'une douzaine de programmes²⁵, c'est que la mise en œuvre des pratiques révolutionnaires n'a rien de programmatique, au sens politique de ce terme. Les appuis que le pouvoir trouve dans les masses ne sont pas d'ordre idéologique, même pas sous la forme de vides, de manques à penser. Et ce, en raison du fait que si ce ne sont pas les idées qui font l'histoire, ce sont encore moins les idées

²³ La « ronéo » était la machine très utilisée dans les milieux militants pour le tirage des tracts.

²⁴ Le président de la République française (1969-1974) était Georges Pompidou (1911-1974).

²⁵ K. Marx, Lettre à W. Bracke, in *Critique du programme de Gotha* (1875).

qui font agir les gens. De quelques gens, de quelques actions et de quelques idées qu'il s'agisse.

Ce qu'il faut mettre en cause, c'est l'idée même du pouvoir qui s'oppose aux masses, et qui est donc extérieur à elles. Les appuis du pouvoir dans le peuple, ce sont les structures de pouvoir qui fonctionnent dans le peuple, et que la notion même de peuple a pour fonction de masquer.²⁶ Les appuis du pouvoir dans les masses, ce sont les relais de pouvoir, les pouvoirs-relais au sein des masses. Ce qui est assez dire que le concept de masses est, dans son principe même, mauvais. On commence à faire aujourd'hui la lumière sur ces pouvoirs moléculaires²⁷ qui dessinent une structure intégralement hiérarchique de la société. On peut en nommer quelques-uns : le pouvoir syndical sur les travailleurs, le pouvoir des partis sur leurs adhérents, bien sûr²⁸ ; le pouvoir culturel, administratif, religieux (au sommet de l'institution bien évidemment, au comité de rédaction du *Monde*, au ministère des finances, à l'épiscopat de Paris, mais aussi, et peut-être *surtout*, au niveau du correspondant de *Midi libre* à Bagnols, du percepteur de Mondoubleau, du curé de Landrellec²⁹) ; le pouvoir scolaire et le pouvoir familial, et plus généralement le pouvoir de l'ensemble des adultes sur l'ensemble des enfants ; le pouvoir sexuel, des hommes sur les femmes, des hommes et des femmes sur les déviants, le pouvoir de la dérision, le pouvoir de l'injure ; le pouvoir médical et le pouvoir technique ; le pouvoir pénitentiaire et le pouvoir psychiatrique, en tant qu'ils sont exercés non pas par le Ministre de la Justice ou le préfet des Bouches-du-Rhône, mais par l'ensemble des normaux et des honnêtes sur l'ensemble des fous et des bandits³⁰. Il y en a d'autres. On pourrait même mentionner, sans pour autant que ce soit pour en rire, le pouvoir des grands sur les petits et des beaux sur les laids. Il n'y a pas de peuple, parce qu'il n'y a pas une masse de gens dominés par un groupe de dominants. Personne n'est simplement dominé, qui ne soit dans le même temps détenteur d'une instance de pouvoir.

S'il n'y a pas de peuple, il n'y a pas non plus de pouvoir, tout au moins en tant que ce concept désigne une instance unique et homogène. Le concept de

²⁶ Dans ces années, je formulais donc déjà des réserves sur la notion de peuple, et ses illusions unificatrices.

²⁷ L'usage du terme (« moléculaire ») s'était répandu dans la lignée d'écrits de Felix Guattari.

²⁸ Le « bien sûr » s'explique par la composition de l'auditoire devant lequel cette conférence avait lieu. Voir introduction.

²⁹ J'étais, cette année-là, professeur de philosophie au lycée de Bagnols-sur-Cèze, dans le Gard. Un de mes meilleurs amis (Philippe de Reilhan) était précepteur à Mondoubleau (Loir-et-Cher). Je ne le retrouve plus la raison exacte, s'il en est une autre que la simple sonorité, de la référence à Landrellec (quartier de Pleumeur-Bodou, Côtes-d'Armor).

³⁰ Le terme de bandit pouvait avoir, en politique comme en littérature, une connotation légendaire et valorisée.

pouvoir, pris en ce sens, est destiné à produire une illusion : celle d'un groupe social aisément identifiable, et relativement distant de soi³¹. Elle accrédite l'idée qu'on peut combattre le pouvoir en l'isolant, en regroupant contre lui la masse de ses adversaires. Il n'en est rien. On ne peut dans ces conditions qu'abattre une forme du pouvoir politique, à laquelle se substituera une autre forme du même pouvoir, dans la mesure où la société est organisée de telle sorte qu'elle requiert l'existence d'un pouvoir politique comme son couronnement nécessaire. L'inaptitude fondamentale des masses à la pratique de la démocratie non-hiérarchique résulte de l'existence, dans les masses, de structures autoritaires qui en sont la négation permanente. Faire la révolution, ce n'est plus dès lors convaincre de la nocivité d'une politique ou du bien-fondé d'un programme, c'est mettre en œuvre des pratiques de décrochement de la hiérarchie, de mise en déroute ou de mise en dérive des pouvoirs les plus quotidiens, des pratiques qui soient antiautoritaires non pas tant par leur idéologie que par leur activité concrète. (Voyez quelle contradiction il y a, par exemple, à distribuer un tract contre l'école, alors que la distribution de tracts est elle-même une pratique pédagogique, qui reproduit ainsi les structures qu'elle prétend dénoncer³².) Il va de soi que ces pratiques restent à inventer. Au plan de l'analyse toutefois, il s'agit de comprendre qu'on n'a pas épuisé le fonctionnement du pouvoir lorsqu'on en a décelé les motivations économiques. Le pouvoir, ce n'est pas l'incidence saisonnière du politique dans le quotidien : c'est la totalité du fonctionnement de notre vie sociale.

C'est à ce titre que le fonctionnement du pouvoir dans les états du fascisme stalinien revêt une originalité dont l'analyse a un enjeu probablement décisif. Si ce que j'énonçais à l'instant n'est pas tout à fait faux, on voit en effet que tout pouvoir politique est totalitaire par vocation : il systématise un ensemble de pratiques d'autorité qui tendent à couvrir l'intégralité du mode d'existence d'une société déterminée. C'est-à-dire qu'il tend à intégrer l'ensemble des opérations sociales dans une rationalité répressive dont il n'est, en quelque sorte, que l'expression achevée. Le type de machination étatique mis au point par le fascisme stalinien a cette simple particularité qu'il a porté cette prétention jusqu'à son point extrême, et ce, à la différence des autres fascismes, avec un assez impressionnant succès³³. En effet, il a d'une part construit un instrument d'hégémonie (politique, culturelle, économique) d'une efficacité remarquable,

³¹ Le mot soit « soi » désigne celui ou celle qui présuppose cette distance.

³² On voit les limites de cet extrémisme, qui semble vouloir bannir tout enseignement, ou même toute volonté de convaincre.

³³ Au moins pour sa durée.

présent dans l'ensemble des activités sociales : le parti³⁴. D'autre part, il a surtout articulé entre elles des pratiques d'autorité qui restent relativement dispersées dans les sociétés bourgeoises classiques ; il a coordonné le fascisme ordinaire et le fascisme politique, en leur fournissant une idéologie commune ; c'est-à-dire qu'il a réussi en partie à unifier la société sous l'égide d'un fonctionnement intégralement répressif, à lui donner une rationalité unitaire, au point que ceux qui s'en écartent en reconnaissent les critères de légitimité fondamentaux, et qu'ils restent piégés, de Trotsky à Medvedev³⁵, dans les termes et les thèmes de son système à la fois pratique et conceptuel. Il n'y a pas à s'étonner, dès lors, que ceux qui représentent la mise en cause de fait de cette rationalité se voient accuser d'avoir perdu la raison. Il est probable que la propriété collective des moyens de production, et l'idéologie socialiste, sont pour quelque chose dans le fait que la bureaucratie stalinienne ait réussi pour l'instant beaucoup mieux dans cette entreprise que le fascisme classique, qui en bave d'admiration.³⁶ C'est en cela qu'on est, je crois, fondé à penser que le système politique qui existe, à l'Est, représente une tendance relativement accomplie de tendances présentes à l'intérieur même des sociétés occidentales, et probablement pas dans les seuls rangs du P.C. Toute une fraction de la bourgeoisie peut y avoir intérêt, sinon à titre personnel, au moins historiquement. Ce sont les mécanismes de ce développement, et les raisons de ce succès, qu'il importe d'analyser de toute urgence. Et c'est parce que cette analyse n'est pas encore produite que le fascisme stalinien me paraît à certains égards plus dangereux que l'autre : on n'a pas encore déjoué tous ses mystères. À preuve : on trouve des tempéraments sincèrement antiautoritaires pour se laisser encore prendre à sa fascination, j'en sais quelque chose, alors qu'on en trouve peu dans les rangs d'Ordre nouveau³⁷.

IV. L'image de la classe.

L'analyse révolutionnaire de la société doit être autrement plus fine, et plus pertinente, que celle qui prétend opposer la masse des exploités au pouvoir des exploités. Cette manière de penser ne rend pas compte de grand-chose, et

³⁴ Il faut se garder de considérer cette efficacité comme trop datée : pour un milliard et demi de personnes, en Chine, elle conserve aujourd'hui une actualité.

³⁵ Roy Medvedev (1925-), écrivain et dissident alors célèbre, souhaitait contribuer à un certain réformisme interne au régime soviétique.

³⁶ Cette admiration d'une partie de l'extrême-droite à l'égard de l'Union soviétique s'est considérablement renforcée, et manifestée de façon plus ouverte, depuis le durcissement du régime russe post-soviétique et la mise à nu de son caractère brutalement autoritaire.

³⁷ Organisation extrémiste de droite des années 1960.

entrave aussi bien l'invention de pratiques révolutionnaires nouvelles que la compréhension de celles qui existent déjà. Or, la nécessité de constituer un autre système théorique se heurte de front au concept central de toute la pensée révolutionnaire depuis le XIX^e siècle : celui de prolétariat. Claude Lefort, dont l'analyse de la bureaucratie est d'une intelligence à faire pâlir la plupart de celles qui ont cours aujourd'hui, saisit parfaitement cet obstacle³⁸. L'analyse des transformations historiques est souvent conduite de telle sorte que les seules modifications d'importance qu'elle décrit ont lieu au sein de la classe dominante. La structure du prolétariat est supposée ne subir que des effets mineurs de ces transformations, et en tout cas jamais son existence en tant que classe n'est menacée par ce processus, pas plus que sa vocation révolutionnaire et sa capacité à prendre en charge le devenir historique. J'ai déjà dit mon sentiment quant à cette vocation et cette capacité. Mais s'il est une croyance qui me paraît éminemment sujette à caution, c'est celle qui fait du prolétariat un groupe relativement homogène, et qui prétend déduire de cette caractérisation sociologique la détermination de sa fonction et de ses tâches historiques. Vous allez m'objecter que les groupes révolutionnaires ont fréquemment analysé les disparités qui existent dans la classe ouvrière et les divisions qui sont entretenues en son sein. Mais ce n'est pas de cela que je parle. Les gauchistes, en effet, ne produisent cette sorte d'analyses que pour accréditer l'idée d'une homogénéité plus profonde, que ces divisions masquent ou dont elles entravent la manifestation. C'est parce que les gauchistes croient à l'unité fondamentale de la classe ouvrière qu'ils en analysent, et parfois de manière très scrupuleuse, les divisions (qui sont néanmoins toujours considérées, d'un certain point de vue, comme superficielles) ou ce qu'ils appellent, selon un terme très révélateur, l'atomisation. L'atomisation, c'est le mode d'existence dispersé de ce qui devrait être réuni, de ce qui l'a été et qui doit le redevenir. Jamais ces analyses ne remettent en cause le concept même de prolétariat : elles s'interrogent sur son évolution. Or, le soupçon porté sur la validité du concept de classe ouvrière met en jeu un autre type de questions. Je ne suis pas certain en effet que la fonction historique des groupes sociaux se détermine aujourd'hui fondamentalement d'après leur situation économique. Il n'est pas avéré, au demeurant, qu'il en ait jamais été ainsi. À supposer, par exemple, que l'analyse marxiste du capitalisme comme système économique soit fondée, et que donc le prolétariat soit objectivement une classe

³⁸ Le texte comportait en ce point une très longue citation d'un ouvrage de cet auteur, probablement les *Éléments d'une critique de la bureaucratie* (Droz, 1971). Il me semble que le fil de mon argumentation se suit très bien sans cette longue coupure. Sur l'importance pour moi de cet ouvrage et de ceux de Castoriadis, voir l'introduction.

pour l'essentiel homogène, il resterait encore à rendre compte du *passage* de cette situation objective à une intervention historique déterminée. Or le passage ne se fait pas, comme on l'a cru longtemps, selon le mode de la prise de conscience. Pour le marxisme, et plus encore pour le léninisme, c'est de cela qu'il s'agit. Le prolétariat a certains intérêts réels, objectifs, dont il lui suffit de prendre conscience pour les mettre en jeu dans une pratique révolutionnaire. Mais il y a un seuil entre l'existence d'un intérêt et la reconnaissance de cet intérêt, entre l'intérêt objectif et ce que Deleuze appelle *les investissements d'intérêt*, et ce seuil n'est pas celui qui sépare la réalité de la conscience, car l'investissement d'intérêt n'est pas un investissement totalement conscient, il s'en faut de beaucoup. Deleuze, avec beaucoup de prudence, le qualifie de préconscient, et je ne sais pas ce que vaut ce terme. Ce que je sais, c'est que les intérêts, même lorsqu'ils donnent lieu à des pratiques actives, ne se meuvent pas dans l'espace de la conscience claire de soi. Si l'on ajoute à cela, comme on ne peut plus le méconnaître depuis que Deleuze et Guattari ont relu Reich³⁹, que les investissements préconscients d'intérêt sont relativement hétérogènes aux investissements inconscients de désir, qui détiennent une efficacité au moins aussi grande, et peut-être même plus, pour la mise en jeu des pratiques sociales, on voit que l'intervention historique relève, au moins, de deux éléments dynamiques que le marxisme ignore, et qu'en tout cas la problématique de la prise de conscience manque totalement. Ce qui explique, semble-t-il, son interminable impuissance.

La situation économique des groupes sociaux n'est pas grand-chose tant qu'elle ne s'investit pas dans un jeu de pratiques historiquement significatives. Et les pratiques historiquement significatives ne retiennent pas comme seuls traits pertinents les investissements d'intérêt. C'est dire que, par rapport aux mouvements sociaux qui nous attendent – ou que nous attendons –, les déterminations économiques n'ont qu'une fonctionnalité régionale, partielle. Les groupes sociaux se reconnaissent dans des pratiques culturelles qui ne recouvrent que très imparfaitement les délimitations de classe. Les groupes se mettent en jeu dans des épreuves de reconnaissance, ils se constituent par des crises d'identification dont les *signes de classe* ne sont que certains traits parmi d'autres. C'est pourquoi on voit les marxistes courir après des concepts savonnets, pour tenter d'articuler les groupes effectifs au groupes conceptuels déterminés par l'analyse économiste. Voyez la jeunesse : ce n'est pas une classe sociale, de toute évidence, mais c'est tout de même un groupe qui intervient dans la lutte des classes, aux côtés du prolétariat, paraît-il, lequel présente cette particularité d'y intervenir pour sa part beaucoup moins souvent qu'elle, et d'une manière qui paraît parfois nettement moins radicale. Or l'analyse des mouvements

³⁹ Wilhelm Reich, psychiatre allemand (1897-1957).

révolutionnaires d'aujourd'hui dépend de la levée de cette hypothèse. Ce sont précisément les groupes qui ont des pratiques culturelles relativement communes, comme en ont une fraction de la jeunesse ouvrière, une fraction de la jeunesse scolarisée, et une fraction de la jeunesse bourgeoise, qui font leur apparition sur la scène historique, et à grand bruit. C'est l'adolescence, comme vecteur social de la crise de la famille. Ce sont les détenus de bon nombre d'univers carcéraux, ou la fraction « de gauche » des intellectuels, etc. Mais la fraction « de gauche » des intellectuels, pour prendre ce dernier exemple, ne se détermine pas de manière strictement idéologique. C'est un groupe que j'appelle, faute de meilleur concept, culturel. Ses caractéristiques incluent un ensemble de références communes de tous ordres, un mode de vie, des spécificités linguistiques, des codes vestimentaires, un style érotique et une forte propension pour les murs peints en blanc⁴⁰. C'est une structure signifiante qui est au-dessous de l'idéologie, et qui n'est pas pour autant matérielle, qui transgresse en partie aussi bien les niveaux de revenus que les préférences politiques. Il n'y a pas à s'étonner qu'une partie de ceux qui la véhiculent et qui avaient des opinions dites de droite se soient retrouvés à occuper la Sorbonne. Ils se sont reconnus dans un code culturel, et l'idéologie a suivi. On comprend aussi qu'ils se soient retrouvés à droite, si la gauche leur apparaissait, comme c'était fréquemment le cas jusqu'en 68, comme symbolisée par la direction du parti stalinien, qui n'a pas grand-chose à voir avec cette culture-là. Il nous faut une théorie des cultures, c'est urgent. Une théorie qui reconnaisse aux cultures une efficace historique qui ne se tient pas dans les idées, mais dans les pratiques. Des pratiques non-politiques peut-être, mais d'où naîtra, j'en suis convaincu, la révolution qui vient⁴¹.

V. L'image du parti.

On me permettra volontiers, j'imagine, d'être sur cette question relativement plus bref que sur les autres. La critique d'ultra-gauche des thèses et de la pratique bolchevik est sur ce point bien mieux connue. J'aimerais néanmoins me convaincre que nous sommes d'accord sur les points que voici :

⁴⁰ Aussi étonnant que cela puisse paraître aujourd'hui, la volonté de repeindre en blanc uniforme des murs précédemment couverts de papiers-peints aux motifs très chargés était un marqueur net d'une certaine jeunesse de gauche. Il suffit de revoir des photographies des années cinquante pour mesurer à quel point la saturation des murs par des motifs floraux, animaliers et autres pouvait être répandue.

⁴¹ Dans mon histoire de pensée, à la suite de ce rejet très vif du marxisme « anémié » (à la mesure de la confiance que je lui avais portée) j'ai plus tard reconnu une validité à un nombre important de thèses développées par Marx et ses successeurs. Tout en cherchant une sorte d'approfondissement croisé entre l'analyse de classe et l'analyse « culturelle ».

1. La caractérisation *provisoire* proposée plus haut de l'URSS et des autres pays socialistes comme relevant d'un système de capitalisme bureaucratique d'État⁴² ne peut que se répercuter sur la caractérisation des partis dits communistes qui en sont les appendices. Ces partis et leurs satellites syndicaux doivent donc être compris comme menant une politique intégrationniste cohérente fondée, d'une part, sur l'intégration de la classe ouvrière aux mécanismes régulateurs de l'accumulation du capital, que ce soit sous sa forme actuelle ou par la préparation idéologique et politique de sa relève bureaucratique, et d'autre part sur l'intégration de la classe ouvrière et des autres groupes sociaux au fonctionnement de *la politique* telle qu'elle est codée et réglée par les intérêts du pouvoir. À ce titre, les partis dits communistes ne se trompent pas : leur pratique est relativement adéquate, au fond, à leur idéologie et à leurs objectifs principaux ; elle n'est pas sans trouver quelque répondant, d'ailleurs, au sein des masses. C'est en analysant leur *fonction*, et non leurs prétendues erreurs, qu'on peut comprendre leur rôle de frein de certaines luttes, leur anti-gauchisme hystérique, leurs succès indéniables et leurs échecs relatifs. Les dirigeants et la politique de ces partis sont donc des adversaires des pratiques révolutionnaires au même titre et de manière tout aussi fondamentale que les détenteurs actuels du pouvoir d'État. La vive contradiction qui joue entre les uns et les autres, et dont il serait stérile de nier l'existence, est de type concurrentiel⁴³. Lorsqu'une lutte radicale se mène, il s'agit donc de comprendre en quoi elle met en cause la nature même de la stratégie des PC et les intérêts historiques objectifs de leurs dirigeants.

2. Dans ces conditions, il faut revenir sur la définition même du concept de parti ouvrier. De deux choses l'une : ou bien le parti ouvrier se définit par son audience de masse au sein de la classe ouvrière, auquel cas le parti gaulliste en est un. Ou bien il se définit par sa capacité d'exprimer les intérêts objectifs de la classe ouvrière, auquel cas le fait qu'il soit ouvrier n'a pas du tout comme conséquence obligée le fait qu'il soit révolutionnaire, si la vocation révolutionnaire de prolétariat en tant que classe est, comme je le pense, tout à fait problématique.

Il n'y a pas de parti ouvrier en France (ni ailleurs, probablement), pour cette simple raison qu'il n'y a pas un seul parti où les ouvriers aient la parole, pas un seul parti où ce soient les ouvriers en tant que tels qui déterminent la politique. Le

⁴² Cette caractérisation (capitalisme bureaucratique d'État) a-t-elle été aussi nettement proposée plus haut ? En tout cas, à la suite de Castoriadis, elle a emporté durablement ma conviction.

⁴³ Mais je n'ai jamais sous-estimé l'anticapitalisme sincère des militants – ne serait-ce que par mon histoire familiale (cf. par exemple *Un sémite*, Circé 2003, ou *Judaïsme, marxisme et la table mystique*, Labor et Fides 2019).

parti bolchevik n'était pas un parti ouvrier, mais un regroupement d'intellectuels révolutionnaires. Les partis ne se déterminent pas sur des bases de classe, mais sur des configurations culturelles, et sur la pratique d'un certain rapport qu'ils entretiennent, en tant que partis – en ne représentant qu'eux-mêmes en tant que groupe social – avec le pouvoir et avec la politique. Les partis n'expriment pas la structure sociale d'un pays, ils la représentent, ils en construisent une représentation conforme à leurs investissements de groupes.

3. On ne pourra sortir de l'impasse théorique permanente qui règne, à l'extrême-gauche, sur les problèmes d'organisation qu'en changeant les termes mêmes de la question posée. Une organisation doit se penser elle-même, comme groupe, avant de théoriser son rapport aux groupes sociaux dont elle est prétendument l'expression. Le problème du rapport entre l'avant-garde et les masses est une construction sophistiquée, parce qu'il n'y a pas d'avant-garde. Les prétendues avant-gardes feraient bien de s'interroger avant tout sur leurs propres investissements de groupes, sur leurs propres identifications fantasmatiques collectives, sur leur propre fonctionnement et ce qu'il exprime d'intérêts culturels de leurs propres membres, et laisser les masses se débrouiller avec les leurs. Il ne faut pas se substituer aux masses, mais la substitution est déjà commencée dès lors qu'on prétend en exprimer quoi que ce soit. Je suis un partisan résolu de constitution des organisations, je ne crois pas que la bureaucratisation en soit fatale, mais à la condition qu'on prenne la peine, pour la première fois peut-être, de réfléchir sur leur constitution en tant que groupe, de faire parler les investissements de ceux qui s'y retrouvent. Comme dit Zarathoustra⁴⁴ : « Osez d'abord croire en vous-mêmes, en vous-mêmes et en vos entrailles ! Quiconque n'a pas foi en lui-même est toujours un menteur. »

4. Il faut reconnaître dès lors que les groupes gauchistes n'ont, à ma connaissance, rien entrepris sur ce terrain. Ils reproduisent identiquement le rapport à la politique qui est celui du PC.

Les trois dernières analyses que je viens de tenter me conduisent, en quelque sorte, à trois thèses que l'on pourrait reformuler ainsi :

- le pouvoir ne repose pas sur une force matérielle, mais sur une contrainte symbolique, une contrainte qui se joue dans les symboles de socialisation ;
- les classes écrivent de moins en moins l'histoire, qui est appelée à devenir le texte de la différence des cultures ;

⁴⁴ Chez Nietzsche, bien sûr. Je ne sais plus la référence exacte de la citation.

– il nous faut une analyse de groupe (au double sens de ce génitif), c'est-à-dire une analyse des effectuations de groupe, et qui soit le produit d'une effectuation de groupe.

Il y aurait ici la place pour une envolée sur les barrières qui tombent, et Marx et Freud qui se retrouvent, en bons compères, le cul par terre, le cul par terre. Peu importe. L'envolée m'indiffère, à moins qu'il n'y ait quelque chose, ici et maintenant, qui prenne, pratiquement, son essor.

Juin 1973.